

05.02.2026 – 05:00 Uhr

PANORAMA SUISSE DES ADDICTIONS 2026 / Alors que les primes maladie explosent, l'État coupe dans la prévention. Cherchez l'erreur!

PANORAMA SUISSE DES ADDICTIONS 2026

Changer de cap : investir dans la prévention



Lausanne (ots) -

Les primes d'assurance maladie augmentent chaque année et les autorités politiques cherchent désespérément des solutions pour réduire les coûts. Les addictions et problèmes associés montrent pourtant un paradoxe criant : ils causent des souffrances humaines majeures et coûtent environ 8 milliards de francs par an, dont une grande partie est supportée par les payeurs de primes. La prévention permet de réduire ces coûts, mais elle reste négligée. Il est temps de changer de cap et d'investir dans la prévention au lieu de subir les dégâts.

Une [étude](#) publiée en 2021 a estimé les coûts économiques des addictions en Suisse à 8 milliards de francs suisses environ par an. Cette somme englobe les pertes pour les entreprises (3.4 milliards) et les coûts pour le système de santé (3.8 milliards, avant tout pour les maladies liées aux consommations). Ces coûts pèsent non seulement sur les cantons (les hôpitaux, etc., donc les contribuables), mais aussi sur les payeurs de primes, qui doivent en assumer 60 % environ. Cela représente jusqu'à 1000 francs par an pour une famille de quatre personnes.

À ces coûts s'ajoutent d'immenses souffrances : chaque année en Suisse, plus de 10 000 personnes décèdent des suites de la consommation de substances et des dizaines de milliers d'individus sont pris au piège de la dépendance.

Chaque franc investi dans la prévention permet de réduire les coûts

Malgré cela, les problèmes d'addiction ont été relégués à l'arrière-plan ces dernières années au niveau politique :

- Avec les coupes déjà décidées avant le programme d'économies de la Confédération, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) perd environ 10 % de son budget pour la prévention et l'aide en matière d'addictions.
- L'Enquête suisse sur la santé (ESS) et le monitoring des traitements dans le domaine des addictions subiront également des coupes importantes. Faudra-t-il naviguer à l'aveugle face aux crises actuelles et à venir dans le domaine des drogues ?
- Dans le cadre des mesures d'économie, il est prévu de fusionner la stratégie Addictions et la stratégie Prévention des maladies non transmissibles. Avec ce regroupement, la prévention des addictions risque d'avoir encore moins de poids.

Les budgets alloués à la prévention des addictions étant également sous pression dans les cantons, ce désengagement entraînera une hausse des coûts de la santé.

Signe du peu d'intérêt porté en Suisse à la dimension économique de la prévention, la [dernière étude](#) disponible sur le sujet date de 2009. Celle-ci estimait que chaque franc investi dans la prévention permettait d'économiser 23 francs suisses en coûts indirects dans le domaine de l'alcool et même 41 francs suisses dans celui du tabac.

Vision à court terme et préjugés

Compte tenu du budget fédéral serré, le Parlement réfléchit à encore plus court terme que d'ordinaire et coupe partout où il ne se heurte pas à un lobby puissant. Les fournisseurs de prestations médicales et l'industrie des substances psychoactives sont mieux représentés sous la Coupole que les payeurs de primes et les personnes souffrant d'addiction.

La notion de responsabilité individuelle est à nouveau très en vogue pour justifier ces coupes. Pourtant, l'addiction n'est pas le résultat d'une faiblesse de caractère ; elle est liée à des facteurs biologiques et psychosociaux individuels, dépend de la dangerosité d'une substance et des conditions-cadres sur le plan législatif et économique. La prévention peut agir à la fois sur les facteurs de risque et sur les facteurs de protection individuels, et ce faisant empêcher le développement d'une addiction, ce qui est particulièrement important dans les groupes de population vulnérables. Par ailleurs, les personnes en situation d'addiction ont le droit de bénéficier d'une prise en charge appropriée.

Changer de cap : investir dans la prévention maintenant

Avec les défis actuels dans le domaine des addictions, une stratégie clairvoyante est indispensable, avec les moyens financiers que cela suppose. Tailler dans le domaine des addictions revient à perdre le contrôle et à en reporter les conséquences sur les personnes concernées et sur la société tout entière. À l'heure où les coûts de la santé vont continuer à progresser avant tout à cause des maladies non transmissibles, on ne peut plus se contenter d'agir au niveau des coûts des traitements ; un renforcement massif de la prévention est incontournable. Selon l'[indice de santé publique](#), la Suisse est la lanterne rouge de la prévention en Europe. Dans ce domaine, il existe manifestement aussi un décalage entre les décideurs (la prévention ne figure toujours pas dans le dernier catalogue de [mesures](#) pour la maîtrise des coûts) et les souhaits de la population, comme le montre l'appel de l'[Assemblée Citoyenne 2025](#) à renforcer la prévention.

Des interventions parlementaires dans ce sens ont été déposées au Conseil national par les député·e·s Christian Lohr (" [Prévention](#). Pour une politique ambitieuse financée durablement ") et Bettina Balmer (" [Stratégie nationale de prévention 2040](#) "). Pourquoi nous priver de cet outil efficace de réduction des coûts ?

Pour pouvoir se déployer, la prévention doit disposer de moyens financiers suffisants, dans le domaine des addictions comme ailleurs. L'argument selon lequel nous ne pouvons pas nous le permettre en cette période d'austérité ne tient pas, car les coupes dans la prévention entraînent des coûts encore plus élevés par la suite. Si nous voulons économiser, c'est justement dans la prévention qu'il faut investir !

Retrouvez dans le document PDF en annexe le dossier complet du Panorama Suisse des Addictions 2026, avec le CP et les sept modules thématiques!

L'essentiel en bref des sept modules thématiques:

Alcool

La baisse des ventes d'alcool et de la consommation quotidienne sont des tendances positives sous l'angle de la santé publique. Cependant, encore 16 % de la population présente une consommation à risque moyen à élevé pour la santé.

Au niveau de la protection de la jeunesse, un quart des achats tests d'alcool effectués dans les commerces et les restaurants aboutissent à une vente illégale à des jeunes. Et chaque année, plus de 1700 nouveau-nés sont concernés par des troubles liés à l'alcoolisation foetale. Il est temps d'adopter des mesures politiques et des recommandations en phase avec les évidences scientifiques les plus récentes.

Produits tabagiques et nicotiniques

La vente de cigarettes industrielles en Suisse baisse depuis de nombreuses années, mais la consommation de nicotine concerne toujours 27 % de la population de 15 ans et plus. L'essor et la diversification des nouveaux produits du tabac et de la nicotine se poursuivent, les jeunes constituant la cible principale.

Il est trop tôt pour dire si ces développements auront un impact positif en matière de santé publique, notamment

parce qu'une grande partie des personnes qui consomment ces nouveaux produits fument aussi des cigarettes.

Il faut mieux protéger les jeunes avant qu'ils n'entrent dans la consommation, en garantissant le respect de l'âge minimal, en interdisant les éléments qui augmentent l'attractivité des produits et renforcent la dépendance, et en utilisant l'impôt comme levier.

Cannabis

Le cannabis est interdit en Suisse, mais plus de deux cent mille personnes en consomment et un marché noir d'au moins 50 tonnes par an échappe à la régulation et taxation. Ce contexte a conduit à la recherche de nouvelles pistes et à des légalisations en Amérique du Nord et dans certains pays européens.

La Suisse suit sa propre voie. D'une part, elle a autorisé des essais pilotes scientifiques pour examiner la faisabilité et l'impact d'un changement de statut légal du cannabis. D'autre part, elle discute d'un projet de loi qui fait la synthèse des apprentissages nationaux et internationaux dans ce domaine et fixe clairement la santé publique comme principal objectif. Cette voie prometteuse aboutira-t-elle ?

Cocaïne, héroïne, ecstasy, etc.

Depuis quatre ans, dans de nombreuses villes suisses, on parle d'une " crise du crack ", avec une très grande disponibilité de la cocaïne, la diffusion de l'usage du crack, la dégradation de la situation sociale et sanitaire de personnes qui consomment des drogues. De nombreuses villes et cantons cherchent des réponses et pourraient bénéficier d'un soutien accru de la Confédération.

Une autre préoccupation est de se préparer à l'arrivée possible d'opioïdes de synthèse dont la consommation provoque une énorme vague de décès en Amérique du Nord. Jusqu'à maintenant, on n'a pas encore observé leur diffusion en Suisse ni une pénurie d'héroïne liée à l'interdiction de la culture d'opium en Afghanistan par les talibans. Mais il faut rester vigilant.

Médicaments psychoactifs

Chez les jeunes, la consommation mixte de médicaments et d'autres substances peut évoluer de manière fluctuante. La codéine semble rester un problème.

Les efforts de sensibilisation semblent porter leurs premiers fruits en ce qui concerne les antalgiques opioïdes, ainsi que les somnifères et les tranquillisants tels que les benzodiazépines. Le Parlement ne veut toutefois pas prendre de mesures supplémentaires, même après que divers médias ont soulevé la question de la surprescription dans des EMS.

La priorité aujourd'hui doit ainsi aller au renforcement du monitoring (plutôt qu'à sa réduction), à la poursuite de la sensibilisation, à la formation des professionnel·le·s ainsi qu'à l'amélioration du contrôle de la remise des médicaments.

Jeux de hasard et d'argent

Les chiffres suggèrent une hausse des problèmes liés aux jeux en Suisse : environ 7 % des jeunes adultes présentent un usage problématique des jeux de hasard et d'argent, plus de 18 000 nouvelles exclusions de jeu ont été prononcées en une année et les pertes des joueur·euse·s dépassent les deux milliards de francs suisses. L'aide, quand elle a lieu, arrive souvent tardivement, lorsque le jeu et les dettes ont déjà entraîné d'immenses dégâts.

Les interventions déposées au Parlement se heurtent aux intérêts des exploitants. L'évaluation de la loi sur les jeux d'argent devra faire la lumière sur les failles dans la protection des joueur·euse·s.

Activités en ligne

Les produits numériques ont de multiples avantages, mais des problèmes peuvent survenir lorsqu'une personne perd le contrôle du temps passé en ligne et néglige d'autres dimensions essentielles de sa vie. 7 % des jeunes de 15 ans qui vont sur les réseaux sociaux en ont un usage problématique. Ces offres sont conçues de sorte à inciter les utilisateur·rice·s à rester longtemps en ligne et à influencer leurs usages.

L'accès des jeunes aux réseaux sociaux et l'utilisation du téléphone portable dans les écoles suscitent un débat politique mais, pour le moment, aucune mesure de régulation efficace n'est envisagée pour lutter contre les mécanismes manipulateurs de ces réseaux - des mesures pourtant indispensables et urgentes.

Contact:

Monique Portner-Helfer
Porte-parole
mportner-helfer@addictionsuisse.ch
021 321 29 74

Markus Meury
Porte-parole
mmeury@addictionsuisse.ch
021 321 29 63

Medieninhalte



Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000980/100938267> abgerufen werden.